

BANQUE

Les 39 caisses régionales vont créer d'ici à 2014 un système informatique unique contre cinq actuellement. Le coût estimé est de 350 millions d'euros. L'opération concerne pas moins de 2.500 collaborateurs.

Le Crédit Agricole rationalise ses systèmes informatiques

Le Crédit Agricole est en train de se préparer à une petite révolution. Les dirigeants des 39 caisses régionales du groupe ont en effet signé hier cinq lettres d'intention en vue de créer un système d'information unique d'ici à 2014, contre pas moins de cinq aujourd'hui.

Comme l'a révélé « L'Agefi » lundi, la Banque verte ne compte toutefois pas fusionner les systèmes actuels mais en créer un nouveau. « Il s'agit de faire quelque chose de totalement nouveau en matière d'informatique, de créer un nouveau système qui sera orienté clients et distribution et non plus produits tout en reprenant une souche commune dans le domaine de la gestion informatique », explique ainsi Philippe Brassac, le directeur général de la caisse régionale de Provence-Côte d'Azur du Crédit Agricole.

Ce projet fait suite à plusieurs vagues de rapprochements. En 1998 subsistaient en effet autant de systèmes que de caisses régionales. L'actuelle répartition, reposant sur cinq plates-formes pour quelque 2.500 collaborateurs, n'a été finalisée, elle, qu'au cours de l'année 2007.

Le coût estimé de cette nouvelle évolution, qui avait été annoncée lors du congrès de Nice qui s'est tenu au mois d'octobre 2008, est de 350 millions d'euros.

C'est Hischem Jaballah, l'actuel directeur du GIE Synergie, qui prendra la direction opérationnelle du projet. Le comité de pilotage sera, quant à lui, présidé par Yves Nanquette, le directeur général de la caisse régionale d'Ille-et-Vilaine. Aucune suppression de poste n'est prévue à

moyen terme, même si des redéploiements de personnel devraient être programmés.

Pour la Banque verte, l'enjeu est de taille. Le Crédit Agricole consacre en effet environ 7 % de ses revenus chaque année aux investissements informatiques.

« C'est l'un des meilleurs ratios du monde bancaire, affirme Jean-Paul Chifflet, secrétaire général de la Fédération nationale du Crédit Agricole (FNCA), l'organe politique du groupe, qui pilote le projet. Nous n'avons donc pas lancé ce projet pour faire des économies, même si nous savons qu'il y en aura. » Ce nouveau modèle s'imposera à l'ensemble des systèmes d'informations du groupe bancaire.

Casa n'est pas concerné

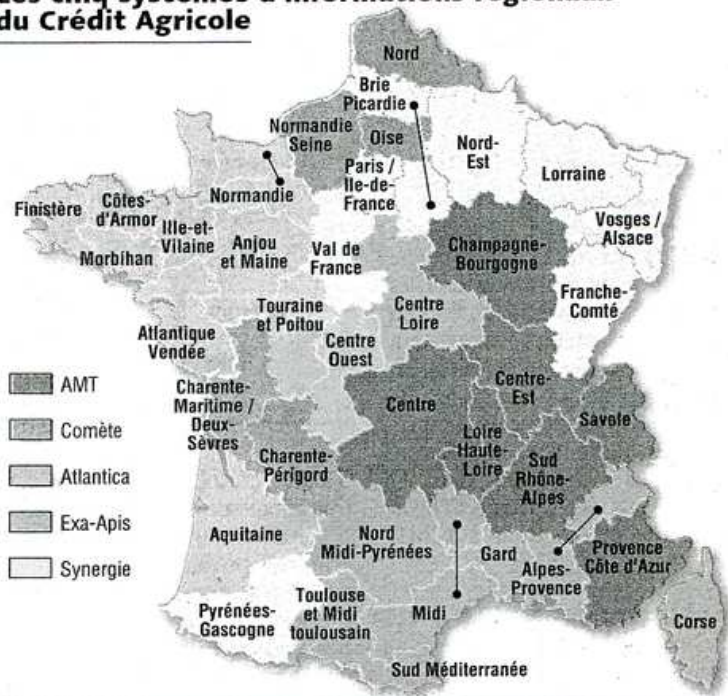
Les filiales telles que Predica, qui sont en contact avec les cinq GIE pour la vente de leurs produits, devront ainsi adapter leur propre système afin de pouvoir le lier à celui du GIE unique.

La filiale cotée des caisses, Crédit Agricole SA (Casa), qui conserve son propre système, n'a, pour sa part, eu aucun droit de regard sur le montage du projet. « Lorsque le plan nous a été présenté, l'un des directeurs du GIE nous a affirmé qu'un des intérêts du projet serait d'avoir une informatique plus importante que Crédit Agricole SA », affirme par ailleurs une source syndicale.

Preuve que les barons régionaux ont du mal à pardonner à Crédit Agricole SA son exposition à la crise du « subprime », qui en a fait l'un des établissements français les plus affectés.

RÉJANE REIBAUD

Les cinq systèmes d'informations régionaux du Crédit Agricole



Le site de produits d'épargne en ligne sera lancé en septembre

Retard. A côté de l'unification de leurs systèmes d'information, les caisses régionales du Crédit Agricole ont annoncé lors du Congrès de Nice la création d'un site Internet d'épargne en ligne.

Ce site, qui sera présenté officiellement au mois de septembre, évoluera sous une marque distincte de celle du Crédit Agricole et son concept sera proche de celui du néerlandais ING Direct – dont le directeur général pour la France, André Coisne, avait été débauché en septembre 2008. Il ne propo-

sera que de l'épargne – pas de comptes courants – pour capter la clientèle qui n'utilise qu'Internet. Le projet, baptisé SEL (spécialiste de l'épargne en ligne), a pris un peu de retard. Selon certaines sources, la question de l'intégration ou non de CPR Online, le courtier en ligne du Crédit Agricole, a retardé le processus. La société, en tant que structure juridique, filiale des caisses régionales, a d'ores et déjà été créée et la centaine de salariés qui la composeront ont presque tous été recrutés.